

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 VALENCE

Valence, le 18/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE**

49 chemin de Bacchus  
CS 60 047  
07 150 VALLON PONT D ARC

Références : 20221118-RAP-DAEN0949  
Code AIOT : 0006102447

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2022 dans l'établissement UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE implanté 49 chemin de Bacchus CS 60 047 07 150 VALLON PONT D ARC. L'inspection a été annoncée le 27/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNION DES DISTILLERIES DE LA MÉDITERRANÉE
- 49 chemin de Bacchus CS 60 047 07 150 VALLON PONT D ARC
- Code AIOT : 0006102447
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'Union des Distilleries de la Méditerranée (UDM) exploite une importante distillerie à Vallon Pont d'Arc.

Le site de Vallon Pont d'Arc est spécialisé dans la fabrication d'alcools (bio-carburant, alcool de bouche, alcool rectifié) et de produits à haute valeur ajoutée (colorants, polyphénols) mais aussi de produits permettant une valorisation maximale des produits entrants (tartrate de calcium, compost, pépins, pulpe...).

Les produits distillés sont les marcs de raisins (25 000 t/an) qui sont récupérés après les vendanges et ensilés sur place, et les lies de vinification (50 000 hl/an) qui sont récupérées toute l'année.

Par ailleurs, certains produits fabriqués sur d'autres sites subissent un travail de finition à Vallon Pont d'Arc pour obtenir des produits élaborés.

L'effectif de la distillerie est de 40 personnes travaillant en 4 équipes de 3 x 8 heures.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites de l'inspection de janvier 2022 ;
- rejets aqueux ;
- consommation et prélèvements d'eau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Collecte des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 28/10/20, art 5.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
13	Valeurs limites d'émission des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 28/10/20, art 5.4.9	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
21	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 28/10/20, art 5.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/12/2022

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 1.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Rejets aqueux temporaires - juin 2022 - registre	Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Gestion des effluents aqueux – séparation des différents types	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
16	Étanchéité des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.3	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	6 mois
17	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.4	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	6 mois
19	Mesures contradictoires	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.5.2	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	2 mois
20	Étanchéité de la dalle	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 6.3.1	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
14	Autosurveillance - AS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, art 58-II	/	Sans objet
15	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, art 58-III	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection: suite qui avait été donnée	Autre information
3	Registre aqueux temporaire - été 2022 - Débit	Arrêté Préfectoral du 07/06/22, article 2	/	Sans objet
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
5	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21	/	Sans objet
8	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet
9	Autosurveillance - débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60	/	Sans objet
10	Autosurveillance - fréquence	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, art 58-I	/	Sans objet
11	Autosurveillance - Transmission GIDAF	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
12	Autosurveillance - justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, art 58-IV	/	Sans objet
18	Le plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, art 5.3.2	Susceptible de suites	Plan mis à jour en avril 2022.

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site UDM de Vallon Pont d'Arc est un site implanté depuis plusieurs dizaines d'années. Pour la gestion des eaux du site, une mise à niveau est nécessaire d'un point de vue Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. En effet, des exutoires historiques de rejet aqueux sont toujours présents et utilisés lors de fortes pluies et le traitement des eaux industrielles ne répond pas au niveau requis. C'est pour cela qu'il est proposé à monsieur le préfet une mise en demeure sur plusieurs points.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE.
<b>Constats :</b>  Le site UDM de Vallon Pont d'arc est autorisé par l'arrêté préfectoral de 28 novembre 2020. La liste des rubriques liées aux activités du site est à mettre à jour par l'exploitant. En effet, l'activité « Compost- rubrique 2780 » n'apparaît pas.  Il conviendra également de justifier pourquoi l'activité de « fabrication industrielle de colorant et pigments organiques, minéraux et naturels » est classée sous la rubrique 2640 et non 3410.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Rejets aqueux temporaires - juin 2022 – registre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre de suivi
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>L'article 5.4.9 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020 est complété comme suit :</u> Pour 2022, aucun rejet n'est autorisé dans le réseau d'assainissement de la commune pour la période du 7 juillet 2022 au 15 septembre 2022. A titre exceptionnel, des rejets peuvent avoir lieu du 7 juin au 6 juillet 2022 dans le réseau d'assainissement de la commune. Ces rejets sont autorisés pendant les heures ouvrées de la semaine, c'est-à-dire du lundi matin 5 h au vendredi soir 18 h.  L'exploitant est tenu de respecter, les conditions suivantes : <u>Système de pré-traitement :</u> L'exploitant met en place un système de pré-traitement des eaux industrielles avant rejet dans le réseau. Ce système (technologie de flottation) traite les eaux en sortie des lagunes avant rejet. L'exploitant s'assure que ce système est en bon état de marche lors de son utilisation. Un registre sera mis en place et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique avoir loué une machine spécifique de traitement pour ce début d'année 2022. Ce système de pré-traitement a été utilisé jusqu'à juillet 2022. La machine n'est plus sur place.  <b>Demande :</b> Apporter la preuve que le système de prétraitement était en place pendant la période du 7 juin au 6 juillet 2022.  <b>Délai :</b> 15 jours
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

### N° 3 : Registre aqueux temporaire - été 2022 - Débit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2022, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>L'article 5.4.9 de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020 est complété comme suit :</u> Pour 2022, aucun rejet n'est autorisé dans le réseau d'assainissement de la commune pour la période du 7 juillet 2022 au 15 septembre 2022. A titre exceptionnel, des rejets peuvent avoir lieu du 7 juin au 6 juillet 2022 dans le réseau d'assainissement de la commune. Ces rejets sont autorisés pendant les heures ouvrées de la semaine, c'est-à-dire du lundi matin 5 h au vendredi soir 18 h.  <u>L'exploitant est tenu de respecter, les conditions suivantes :</u> Valeurs limites d'émission des eaux industrielles : Les valeurs à respecter restent celles de l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2020. Seule la valeur du volume maximal horaire est ajustée à 20 m <sup>3</sup> /h, durant cette nouvelle période de rejet. La surveillance de ce paramètre reste continue.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fait passer à l'inspection son registre d'enregistrement des débits en sortie de lagune pendant la période autorisée exceptionnellement. Les périodes de rejets sont respectées : rejets du 13 au 17/06 avec horaires respectés. rejets du 20 au 24/06 avec horaires respectés rejets du 27/6 au 1/07 avec horaires respectés.  Concernant les débits horaires, ils sont respectés malgré une pointe le 21/06/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Conditions de rejet - ouvrage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Ouvrages de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
<b>Constats :</b> Le site n'effectue pas de rejet depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 2022. En effet, l'exploitant a procédé au curage de ses lagunes et depuis septembre, une remise en eaux de ces dernières est en cours.  En temps normal, le site rejette ses eaux vers la station d'épuration communale. Pour cela, une canalisation dédiée est présente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Conditions de rejet – point prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Points de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le système de prélèvement des échantillons est présent sur l'ouvrage de rejet des eaux en sortie de lagune. Aucune dilution n'est réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Gestion des effluents aqueux – séparation des différents types

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales de toiture, les eaux pluviales de voirie, les eaux domestiques et les diverses catégories d'eaux polluées.
<b>Constats :</b> La société UDM a fait appel à une entreprise extérieure pour réaliser le plan de ses réseaux et réaliser une étude sur ses écoulements d'eaux. Toutefois, le site n'a pas identifié clairement les différents types de rejets aqueux : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux usées domestiques ;</li><li>- eaux pluviales de toiture ;</li><li>- eaux pluviales de voiries susceptibles d'être polluées ;</li><li>- eaux pluviales polluées traversant les andains de composts.</li></ul> Par ailleurs, une quantification et un traitement spécifique de ces eaux est à réaliser.  Ces différentes eaux doivent être identifiées, séparées et traitées en fonction de leur pollution.  <b>Demande :</b> réaliser la différenciation, la séparation, la quantification et le traitement des eaux en fonction de leur charge de pollution.  <b>Délai :</b> 6 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 7 : Collecte des effluents aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect des prescriptions</li><li>• suite qui avait été actée : Sans suites, car le « By pass », concerné par le débordement, condamné pendant la période contradictoire de l'APMD</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non conforme aux dispositions du présent titre est interdit.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de l'inspection, les inspectrices ont remarqué une canalisation positionnée à côté de l'émissaire des rejets aqueux.</p> <p>Après questionnement, l'exploitant a indiqué que ce regard récupérait les eaux « pluviales » du site et les envoyait vers le ruisseau avoisinant.</p> <p>Lors de l'inspection de janvier 2022, les inspectrices avaient déjà signalé à l'exploitant que les eaux « pluviales » transitant par les andains de compost devenaient des eaux polluées et à traiter.</p> <p>Un trop-plein présent près de la pompe de relevage avait déjà été condamné.</p> <p>Le site UDM à Vallon Pont d'Arc ne peut continuer à déverser des eaux considérées comme industrielles dans le ruisseau voisin.</p> <p>Ce non-respect de rejet permanent ne peut perdurer.</p> <p>Il est donc proposé à M. le préfet de mettre en demeure la société UDM sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 8 : Conditions de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Points de prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le système de prélèvement des échantillons est présent sur l'ouvrage de rejet des eaux en sortie de lagune. Un débitmètre est également présent. Ces éléments sont accessibles pour différentes interventions.  Le jour de l'inspection ces éléments ne fonctionnaient pas, car aucun rejet n'avait lieu (remise en eaux des lagunes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Autosurveillance - débit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Débit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m <sup>3</sup> . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
<b>Constats :</b> Le système de prélèvement présent est asservi au débit. Les prélèvements et mesures sont sous-traités à l'entreprise VEOLIA (gestionnaire de la STEP). Le jour de l'inspection, le système ne fonctionnait pas, car il n'y avait pas de rejet (remplissage des lagunes).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Autosurveillance - fréquence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Le programme d'autosurveillance est réalisé conformément à ce qui est prévu. Les fréquences sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Autosurveillance - Transmission GIDAF**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
<b>Constats :</b> Les résultats de la surveillance des émissions dans l'eau sont bien transmises à l'inspection via le système GIDAF. Cette transmission est sous-traitée par l'exploitant à l'entreprise VEOLIA (gestionnaire de la STEP). Généralement le transfert est réalisé dans le mois suivant les analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Autosurveillance - justification dépassement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de dépassements ou de problème technique empêchant une mesure, un commentaire est renseigné dans le système GIDAF. Toutefois, ce commentaire est généralement peu étayé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 13 : Valeurs limites d'émission des eaux industrielles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE rejet réseau STEP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite. L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies pour la période du 15 septembre de l'année n au 15 mai de l'année n+1.</p>
<b>Constat précédent :</b> <p>L'arrêté préfectoral indique des valeurs limites d'émission pour le rejet des eaux industrielles. Ces valeurs s'appuient sur la convention réalisée avec la station d'épuration communale. Les valeurs mesurées pour 2021 indiquent des dépassements réguliers, en concentration et en flux, pour les paramètres suivants : Azote / DCO / MES / Phosphore.</p>
<b>Constat :</b> <p>La période vérifiée lors du contrôle se situe de janvier 2021 à août 2022 soit 20 mois. Les valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration ne sont pas respectées en concentration et en flux pour les paramètres Phosphore, MES et Azote.</p> <p>À savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>– DCO : 3 500 mg/l : valeur respectée sur toute la période (390 mg/l &lt; valeur &lt; 2 430 mg/l).</li><li>– Phosphore total : 20 mg/l : valeur respectée 8 mois sur la période ( 2 mg/l &lt; valeur &lt; 30 mg/l).</li><li>–MES : 1 000 mg/l : valeur non respectée en janvier 2022 (145 mg/l &lt; valeur &lt; 1 005 mg/l).</li><li>– Azote : 25 mg /l : valeur respectée sur un seul mois sur la période ( 23 mg/l &lt; valeur &lt; 113 mg/l)</li></ul> <p>Ces non-respects des valeurs limites d'émission permanents ne peuvent perdurer.</p> <p>Il est donc proposé à M. le préfet de mettre en demeure la société UDM sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Autosurveillance - Accréditation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> La société UDM délègue la réalisation de l'autosurveillance à l'entreprise VEOLIA (gestionnaire de la STEP communale). Le jour de l'inspection les résultats de laboratoire de l'autosurveillance n'ont pas pu être consultés.  <b>Demande :</b> Démontrer que l'entreprise réalisant les prélèvements et les analyses de l'autosurveillance est accréditée.  <b>Délai :</b> 15 jours
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 15 : Recalage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
<b>Constats :</b> Le dernier contrôle de l'autosurveillance a été réalisé le 20 mai 2021 par la société APAVE. Les analyses ont été réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC et le comparatif analytique est satisfaisant. Selon l'exploitant le prochain contrôle sera réalisé quand les rejets reprendront (Cf. point de contrôle n°18).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Étanchéité des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
<b>Constat précédent :</b> <p>Lors de la mise à jour du schéma des réseaux, l'entreprise extérieure aurait réalisé des tests d'étanchéité : transmettre le résultat des investigations concernant l'étanchéité des réseaux et, le cas échéant, fournir un échéancier de réalisation des travaux.</p> <b>Constat :</b> <p>L'entreprise extérieure a réalisé un schéma des réseaux mais pas de test d'étanchéité. Au regard de l'ancienneté du site, l'étanchéité est à vérifier.</p> <b>Demande :</b> Réaliser des investigations concernant l'étanchéité des réseaux.  <b>Délai :</b> 6 mois
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 17 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées devront être raccordées à un bassin de rétention capable de recueillir le premier flot, soit 10 mm d'eau et être rejetée par la suite en tête de lagunes.
<b>Constat précédent :</b> Une partie des eaux pluviales du site sont recueillies au point le plus bas du site dans un bassin cylindrique afin d'être envoyées dans les lagunes. Une autre partie des eaux pluviales semble aller directement dans les lagunes sans passer dans le bassin cylindrique. A ce jour, l'exploitant ne sait pas justifier du volume nécessaire au recueil du premier flot (10 mm) sur son site et si son bassin est suffisant.  <b>Constat :</b> A ce jour, l'exploitant n'a pas identifié et séparé les différents types de rejets aqueux du site (pluviales toiture ; pluviales de voiries susceptibles d'être polluées et pluviales polluées), cf point de contrôle n°6. Les eaux traversant les andains de compost sont bien à considérer comme polluées et non comme susceptibles d'être polluées. L'article 5.4.4 concerne les eaux susceptibles d'être polluées, par exemple les eaux de voiries.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 18 : Le plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser une mise à jour de son schéma des réseaux daté d'avril 2022. Une version électronique a été transmise à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : Mesures contradictoires

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une analyse sur la totalité des paramètres mentionnés à l'article 5.4.9 à l'entrée et à la sortie de la lagune.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le jour de l'inspection aucune mesure contradictoire n'a été réalisée pour 2022. En effet, les lagunes sont en cours de remplissage depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022 et les mesures n'ont pas été programmées avant.</p> <p>Dès que les rejets aqueux auront repris, l'exploitant s'engage à réaliser ses mesures contradictoires. Selon lui, à la vitesse actuelle du remplissage des lagunes, une mesure est réalisable en fin d'année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 20 : Étanchéité de la dalle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dalles étanches
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/01/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. La durée maximale de stockage des déchets ne doit pas excéder 3 mois, hormis pour les déchets générés en faible quantité (&lt; 5 t/an) ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. Toutes précautions sont prises pour que les dépôts soient tenus en état constant de propreté et qu'ils ne soient pas à l'origine de pullulations d'insectes ou de rongeurs.</p>
<b>Constat précédent :</b> <p>L'exploitant ne peut pas prouver si l'aire de compostage est étanche et si toutes les eaux pluviales sont bien récupérées dans le système de gestion des eaux du site.</p> <p><b>Constat :</b> La zone de compostage est usée et lors de l'inspection, des fissures ont pu être remarquées. Au regard de l'ancienneté du site, l'étanchéité de l'aire de compost est à vérifier.</p> <p><b>Demande :</b> Réaliser des investigations concernant l'étanchéité de cette zone.</p> <p><b>Délai :</b> 6 mois</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



## N° 21 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2020, article 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection. La quantité maximale d'eau prélevé dans le milieu naturel est limité : - à 100 m <sup>3</sup> /j en moyenne annuelle ; - à 300 m <sup>3</sup> /j en pointe ; - à 36 500 m <sup>3</sup> / an. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie. Les besoins en eaux industrielles sont fournis par 2 forages. Ils sont munis de raccords pompiers normalisés. L'eau du réseau public est utilisée pour tous les autres usages. Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un dispositif anti-retour. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours ainsi qu'aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Les deux réseaux (AEP et industriel) ne sont pas connectés.
<b>Constats :</b> Le site comporte des dispositifs permettant de relever les consommations d'eau. Pour l'année 2020, le site a prélevé 37 823 m <sup>3</sup> . Pour 2021, il a prélevé 37 436 m <sup>3</sup> . Et pour les 10 mois de 2022, il a prélevé 29 433 m <sup>3</sup> soit 80 % de la quantité maximale autorisée.  La société UDM de Vallon Pont d'Arc a prélevé dans le milieu naturel plus d'eau que son arrêté préfectoral autorise pour les années 2020 et 2021.  Ce non-respect de la valeur limite de prélèvement ne peut perdurer. Il est donc proposé à M. le préfet de mettre en demeure la société UDM sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois